

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2016 – 15^e Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

CONFÉRENCE 1

Jeunesse connectée, entre vigilance et liberté

Intervenants :

Gérard MARQUIÉ, chargé d'études et de recherche à l'INJEP

Mami RABEL, chargé de mission au CRIJ Rhône-Alpes

Stéphanie Moutoussamy : bonjour à tous. Je suis responsable de l'organisation du Neuj'pro. Je voulais vous présenter les excuses de notre conférencière de ce matin qui, pour des raisons de santé, n'a pas pu se déplacer à Vichy. Nous avons souhaité maintenir ce débat puisque vous êtes nombreux à être intéressés par ce sujet. J'ai demandé à Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP, de remplacer madame Aillerie. Il fera une intervention en binôme avec Mami Rabel du CRIJ Rhône-Alpes sur ce sujet du numérique. On ouvrira un temps plus long à la discussion avec la salle. Je suis désolée pour ce contretemps de dernière minute. J'espère que vous passerez quand même un bon moment d'échanges et de débat. Merci.

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : bonjour. Je travaille plus particulièrement sur les questions d'information des jeunes, d'orientation et d'usage du numérique. Je devais introduire la conférence de Karine Aillerie. J'ai dû hier recomposer mon intervention assez largement. Je vais parler de 25 à 30 minutes. Je vais vous présenter une vidéo de huit minutes qu'on a réalisée dans le cadre d'une étude récente faite par un jeune avec des jeunes, où des jeunes s'expriment sur leur pratique des réseaux sociaux. Après cette vidéo nous aurons une discussion. Ensuite, Mami Rabel témoignera sur son expérience de chargé de mission dans le réseau information jeunesse avec les pratiques numériques des jeunes et les pratiques professionnelles. Dans la salle, je pense qu'il y aura aussi des témoignages sur cette question parce que j'ai discuté avec certains qui ont des choses très intéressantes à dire. Par exemple, la commune de Montesquieu en Gironde fait des choses très intéressantes sur les jeux vidéo et le numérique en général avec des collégiens. Je tenais beaucoup à cette conférence. En effet, Neuj'pro est organisé par un comité de pilotage qui regroupe le Conseil Départemental de l'Allier, la communauté de communes du Val d'Allier, l'ANACEJ, le CNAJEP, le Forum français de la jeunesse et l'INJEP. On discute des contenus. Certains tenaient beaucoup à ce que le numérique fasse l'objet de cette conférence. Il y a une montée en puissance du numérique dans les pratiques des jeunes et les pratiques professionnelles et dans les politiques de jeunesse. Je voudrais en témoigner par une illustration qui est la prise en compte de cette question par la CAF dans le programme « Les promeneurs du net ». Il y a deux semaines, la CAF a organisé à Bourges un regroupement national qui visait au développement national des « Promeneurs du net ». Ce dispositif vient de Suède. Il a été mis en place par trois départements : La Manche, le Cher et l'Ardèche. Il vise à considérer les animateurs comme intervenants sur les réseaux sociaux. C'est une présence éducative sur le numérique. La CNAF a réalisé un livre sur ce sujet. Elle dit que ça permet de renforcer les relations de confiance avec les jeunes, de les aider à mieux identifier les professionnels comme personnes ressources ou de montrer la nécessaire complémentarité entre l'accompagnement présentiel et numérique. Ces trois éléments importants vont faire partie de ma présentation. Avec Karine Aillerie, qui devait intervenir, on a quelques points communs même si nos contextes d'intervention sont différents. En effet, elle est chargée d'étude et de recherche à Canopé qui dépend de l'Éducation nationale. Elle a

travaillé sur des élèves. Elle a produit un article récent suite à une recherche sur les pratiques d'information des jeunes en lien avec les réseaux sociaux. Elle a fait d'autres travaux dont certains éléments rejoignent les nôtres à l'INJEP. Je travaille avec des collègues sur les pratiques d'information des jeunes depuis 10 ans, avec la montée en puissance d'internet dans ces pratiques. Je donnerai quelques-uns de ces points communs pour lancer le débat.

Le premier élément est l'hétérogénéité des pratiques des jeunes et l'équipement. Je vais y revenir parce que c'est souvent discuté et certains ne seront peut-être pas d'accord avec ce que je vais dire. Le deuxième élément est la nécessité de promouvoir une meilleure connaissance des pratiques d'information des jeunes en associant si possible les jeunes à cette démarche. On est souvent dans des représentations de ces pratiques et on manque d'éléments fiables plus complexes qui peuvent expliquer ces pratiques. Les données sont souvent quantitatives. Je tomberai dans le piège en vous en donnant quelques-unes parce que c'est intéressant aussi. Mais globalement, on manque de repères qualitatifs sur ces pratiques. Karine avait travaillé sur ces approches qualitatives. Et nos travaux entrent un peu dans ce cadre. Parmi les représentations, je citerai un auteur américain, Danah Boyd, sociologue. Son ouvrage s'intitule « C'est compliqué ». Je vous conseille de le lire. Cet ouvrage paru au printemps s'appuie sur des recherches d'il y a deux ou trois ans qui restent intéressantes. Danah Boyd dit que la rhétorique des « digital native », jeunes nés avec le numérique, loin de servir à quelque chose nous empêche souvent de comprendre les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans le monde numérique. Il est dangereux de penser que les jeunes sont automatiquement au courant. Mais il est également naïf de croire que les soi-disant « digital émigrants » comme vous et moi n'auraient rien à offrir. On entend souvent ces propos. Les adultes et les professionnels en général ont tendance à se sous-estimer et à sous-estimer leurs capacités à accompagner les pratiques des jeunes. On a tous quelque chose à apporter, même si on n'est pas techniquement au point sur le numérique. Le point suivant est la place des adultes, des parents, des enseignants et des animateurs, des éducateurs dans des pratiques d'accompagnement, de dialogue ou de médiation. Ce n'est pas gagné, mais c'est très important. Un autre élément ressort souvent, c'est la légitimité de ces professionnels qui sont souvent découragés par leurs institutions, par les décideurs, les élus d'intervenir dans le champ numérique. On l'a vu récemment dans nos études. Il y a une difficulté, que vous confirmerez ou pas, à faire comprendre à des élus, à des chefs de service que le numérique est important et que les professionnels doivent s'y impliquer dans l'accompagnement des jeunes. Le dernier point est de ne pas cloisonner numérique et physique. C'est l'objet de notre dernière étude où on voit que les jeunes mélangent les deux dans leurs pratiques. Ils ont recours à l'information en présentiel et numérique. Chez les professionnels, il y a parfois tendance à trop cloisonner les deux. L'avenir va être de travailler sur les passerelles entre le numérique et le physique dans nos pratiques professionnelles. Voilà pour l'introduction.

Je vais faire référence rapidement aux travaux de l'INJEP. On a commencé en 2005 à travailler sur l'information des jeunes et leurs pratiques, mais aussi sur celles des professionnels. Ça a donné lieu à un numéro de « Jeunesses, études, synthèses » édité par l'INJEP qui s'appelle : « L'orientation, les pratiques d'information des jeunes changent la donne ». Il ressort souvent les attentes des jeunes en matière de confiance dans les adultes, d'estime de soi, de la disponibilité des adultes dans leurs démarches d'information. Mais il y a aussi une combinaison avec la recherche sur internet. Le poids des pairs ressort dans ces pratiques comme source d'information et comme relais d'information.

On a travaillé sur les expérimentations dans les différents domaines des politiques de jeunesse dans les bibliothèques, dans le cadre scolaire, dans l'éducation populaire et dans l'information jeunesse. La co-construction ressort de ces études qu'on a menées avec des professionnels de jeunesse et avec des jeunes. On a travaillé la vidéo avec des jeunes en lycée professionnel qui ont développé des compétences pour analyser leurs propres pratiques de recherche d'information sur internet. Ces jeunes étaient en forte difficulté scolaire. On a eu un contact très intéressant avec ce public. Ces vidéos sont réutilisables par d'autres professionnels pour mettre en débat les pratiques d'information des jeunes. On a travaillé sur l'usage des réseaux sociaux dans le champ scolaire, sur l'usage de Twitter notamment. On a constaté des choses très intéressantes qui se passaient dans l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université, dans l'usage des réseaux sociaux et du numérique avec des enfants et des jeunes. Un numéro de « Jeunesses, études, synthèses » parle de cette question. On parle de cercles vertueux de la réussite au travers de la valorisation et de la motivation. Les enseignants travaillent avec les jeunes pour valoriser leurs pratiques et sur la motivation des jeunes en difficulté dans leur parcours scolaire. Le deuxième élément important est que les enseignants utilisent les réseaux sociaux pour communiquer entre eux, pour se former et pour capitaliser leurs expériences. On a fait trois années d'étude de cette question. Progressivement, on s'est rendu compte que Twitter servait beaucoup à ces enseignants au-delà des réseaux professionnels à s'autoalimenter et à partager leurs expériences.

Notre dernière étude, dont le numéro est sorti hier, traite du dépassement des frontières entre physique et numérique entre réel et virtuel en nous intéressant aux pratiques des jeunes et des professionnels et nous appuyant sur deux outils dont je vais reparler qui sont les réseaux sociaux et la vidéo.

Il est important de croiser nos observations avec les enquêtes plus importantes comme celle du CREDOC, enquête pleine d'intérêt diffusée tous les ans. Je voudrais aborder les équipements, les accès, les pratiques, les outils. La courbe montre une augmentation des équipements à domicile dans les foyers français. Il y a une légère baisse entre 2015 et 2016 pour les ordinateurs fixes en matière d'équipement unique et de multi-équipements. Il y a un report de l'équipement des foyers français sur les équipements mobiles. On voit la montée en puissance des tablettes. Le schéma suivant montre une montée encore plus importante du Smartphone, notamment chez les plus jeunes. On voit que cet élément ne concerne pas que les jeunes. La variable jeune est importante pour expliquer des équipements et des pratiques, mais elle n'est pas suffisante. Le niveau de diplôme joue un rôle très important sur l'importance de ces équipements. On aurait tendance à dire que la question des équipements est réglée et que la fracture existe en termes d'usage. C'est ce que disent beaucoup de personnes. Je ne partage pas complètement ce point de vue. En effet, dans notre dernière étude, on se rend compte que les jeunes n'ont pas toujours accès à l'ordinateur familial quand il est unique notamment. Les jeunes nous disent que c'est l'ordinateur de maman ou de papa, qu'ils ne l'utilisent pas et qu'ils préfèrent utiliser leur Smartphone. Le Smartphone comporte des qualités diverses. Les entrées de gamme sont accessibles. On a facilement un Smartphone, mais qui n'a pas toujours la qualité qu'on recherche. De même, les abonnements sont très divers. L'AFEV a fait une enquête très intéressante sur l'équipement et les pratiques de jeunes collégiens de 6^{ème} et de 5^{ème}. Elle nous montre que les jeunes sont assez équipés dans leur foyer et en Smartphones, mais qu'ils n'ont pas toujours accès à cet ordinateur et que le Smartphone n'a pas d'abonnement qui leur permet de se connecter à internet à l'extérieur. Ils ne se connectent qu'en Wifi à leur domicile. C'est intéressant au sens où c'est caractéristique de l'autonomie nécessaire des adolescents par rapport à leurs parents. Ils développent leurs expressions sur les réseaux sociaux, leurs relations amicales. Et quand on arrive à des opérations plus complexes, c'est plus difficile. On le voit dans nos enquêtes. Quand un jeune a une demande de bourse à faire ou une recherche d'informations plus précises, il est embêté et préfère avoir recours à un ordinateur fixe ou portable et pas un Smartphone. Donc, je discuterai cette affirmation qui dit que la question des équipements est réglée parce que les usages se complexifient. Il y a beaucoup plus de données en ligne et on a besoin d'être plus souvent sur internet avec des outils opérants pour y accéder et traiter l'information. Je vais vous donner deux témoignages de jeunes qu'on a rencontrés lors de notre dernière étude. Le premier, Romain 18 ans, dit : « Je vais sur You tube de temps en temps, mais mon téléphone n'est pas assez nouveau. Mon père va plus souvent sur internet. On a un ordinateur pour cinq, mais j'y vais rarement ». Et la deuxième, Pauline, nous dit : « J'utilise plutôt un Smartphone car je n'ai pas d'ordinateur à moi à la maison ». Dans cette dernière étude, on a une partie qualitative avec des entretiens avec des jeunes et une partie quantitative avec des questionnaires remplis par les jeunes dans les lieux d'information d'un réseau information jeunesse d'Île-de-France. Ce sont des jeunes qui fréquentent les structures. Ce n'est pas tous les jeunes. Mais ces jeunes ne viennent pas forcément pour internet. Ils peuvent venir pour rencontrer un professionnel ou pour une recherche d'information ou pour un job d'été. On leur demande où ils se connectent sur internet le plus fréquemment. 74% à domicile, c'est légèrement en dessous des chiffres nationaux. Il s'agit de jeunes de 15 à 30 ans. En second, arrive la connexion dans un espace public d'information, PIJ, BIJ etc. Avec 54%. C'est énorme par rapport à d'autres enquêtes. Le CREDOC ne pose plus la question aux répondants. C'est dommage. Le discours est assez développé pour dire que les jeunes étant équipés de Smartphones et de matériel, il n'est pas nécessaire d'avoir des ordinateurs dans les structures. Cette enquête montre qu'au contraire il y a une appétence pour se connecter à internet dans la structure, avoir accès à un ordinateur, avoir accès à du matériel, des logiciels, une imprimante qu'ils n'ont pas toujours à leur disposition. Ça interroge fortement les politiques développées par les structures d'accueil de jeunes et notamment les structures d'information. Par ailleurs, il y a un accès à internet qui est assez développé dans les transports, dans la rue et assez peu sur les lieux de travail. 19%, c'est assez peu par rapport aux taux nationaux. C'est plutôt le lieu d'études. Ça prouve que l'accès à internet sur le lieu d'études n'est pas si fréquent que ça, en tout cas pas assez.

On va parler des pratiques. Le CREDOC interroge les gens sur le type de pratiques qu'ils développent sur internet. Il y a 15 modalités qui sont proposées. Elles peuvent être liées aux loisirs, à l'administratif comme déclarer ses impôts, faire une recherche d'information. Il y a aussi des questions liées au partage sur internet et à l'échange de services rémunérés, l'utilisation de la vidéo, de la musique, etc. Les gens répondent à partir de ces 15 modalités. Le CREDOC a défini trois catégories principales : les

faibles ou non utilisateurs qui sont 37% ; les utilisateurs massifs qui sont 29% et les utilisateurs qui ciblent leurs usages 20% dont les jeunes sont 14%. Vous pouvez vous-mêmes remplir le questionnaire sur le site de l'INJEP pour voir dans quelle catégorie vous êtes. Dans la catégorie jeunes, on constate que ce qui se dégage dans les pratiques des jeunes sur internet, c'est 96% la musique, téléchargement et écoute de la musique. Les jeunes, pour le CREDOC, c'est 12/7 ans et 18/24 ans. C'est 81% les réseaux sociaux, 67% la télévision, 68% les films vidéo, 61% Skype, toutes les plateformes qui concourent à échanger à distance. Ces pratiques sont très marquées dans les catégories des répondants par rapport au reste de la population. Des pratiques sont mises de côté comme préparer un achat, etc. Il y a des spécificités générationnelles qui se dégagent dans ses pratiques. Mais on voit aussi, pas dans cette enquête, mais dans d'autres enquêtes, des clivages importants dans les catégories jeunes. Dans le titre de la conférence, « Jeunesse connectée, entre vigilance et liberté », je mettrais un S à jeunesse déjà. Et le sujet de la liberté est important, mais il est vaste. Il faut savoir de quels jeunes on parle. La vigilance est le propre des adultes.

Je voudrais faire référence, dans notre travail, à une enquête réalisée en Alsace avec Isabelle Kuntz, qui est dans la salle, et qui était directrice du BIJ de Mulhouse. Elle est maintenant directrice du CRIJ de Rhône-Alpes. Cette enquête a été faite dans le cadre d'une formation-action. Elle nous montre des choses intéressantes sur les pratiques de jeunes. On a enquêté auprès des jeunes utilisateurs du réseau information jeunesse et auprès de jeunes non utilisateurs du réseau information jeunesse. Dans les deux échantillons, on a constaté que, là encore, les jeunes utilisaient internet comme source prioritaire, 55% des répondants. Mais internet n'est pas tout seul. Il se combine avec une recherche d'information auprès d'un professionnel. La maîtrise d'internet est inégalement reconnue par les jeunes eux-mêmes. C'est lié à ce que je disais avant. Il y a des clivages intra-générationnels qui émergent dans ces pratiques. Souvent internet est assimilé à un lieu. Quand on pose aux jeunes la question de l'endroit où ils s'informent en priorité, en question ouverte, en mélangeant les lieux physiques et numériques, internet vient en priorité. Quand on les interroge sur leur projet personnel études métier mobilité, la première source d'information est un site internet, rapidement après c'est un professionnel, un organisme, les parents, un ami, etc. Moins d'un tiers estime bien maîtriser les recherches sur beaucoup de sujets. Plus d'un tiers estime avoir besoin d'un adulte ou d'un professionnel. C'est les réponses des jeunes qui utilisent les structures du réseau information jeunesse. Sur le lieu d'information le plus utilisé, les jeunes répondent internet à 42%, le CDI, la mission locale, les services jeunesse, etc. Les clivages vont revenir sur les réseaux sociaux. On y voit une influence générationnelle forte dans les pratiques des jeunes. Participer à des réseaux sociaux est plutôt générationnel chez les 12/17 ans, mais surtout chez les 18/24 ans, un peu moins chez les 25/39 ans, beaucoup moins chez les 40/59 ans et encore moins chez les 60/69 ans. On voit que la courbe est plus ascendante dans les générations d'adultes. Chez les 25/39 ans, la croissance est plus importante et chez les 40/59 ans. Il y a eu une légère baisse chez les 12/17 ans, qui maintenant n'existe plus, entre 2012 et 2013. Le CREDOC ne l'explique pas. Il est intéressant de voir que des mouvements s'opèrent dans l'utilisation des réseaux sociaux.

D'après cette enquête, les jeunes utilisent les réseaux sociaux pour se divertir légèrement chez les 18/24 ans. Les 12/17 ans cherchent à partager des photos ou des vidéos principalement. Sur la consultation de l'actualité, les 12/17 ans et les 18/24 ans sont assez proches de l'ensemble de la population. Je reviens aux clivages intra-générationnels. Je fais référence à une étude très intéressante faite par les Apprentis d'Auteuil. Cette structure reçoit des jeunes en internat. Ce sont des jeunes avec des parcours scolaires ou sociaux difficiles. Cette enquête, accompagnée par Monique Damiot, nous montre qu'il y a une nette différence entre l'échantillon Apprentis d'Auteuil et l'échantillon représentatif de la population française. Elle nous montre qu'il y a une plus grande appétence chez les jeunes Apprentis d'Auteuil que dans le reste de la population. Ces jeunes se déclarent plus actifs sur les réseaux sociaux que le groupe de référence, 38% contre 23%. Ils sont plus partageurs et montrent une plus grande ouverture vers le monde extérieur. Mais ils s'exposent plus facilement. Les réseaux sociaux sont ressentis par eux comme une opportunité de désenclavement de leur monde social. C'est ce que dit Monique Damiot. C'est très important à prendre en compte. Le numérique n'a pas déconnecté du réel. Quand un jeune participe et s'expose, c'est aussi parce qu'il exprime un besoin par rapport à son environnement et son contexte. Il faut l'analyser en tant que tel. C'est souvent analysé sous l'angle du risque. Mais il y a une forte corrélation entre l'usage des réseaux sociaux et la situation des jeunes et ce besoin de rencontrer d'autres jeunes, de se valoriser et de travailler le lien avec d'autres personnes.

La vidéo que je vais passer est révélatrice de cette hétérogénéité des pratiques et des perceptions des jeunes sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, il est important que les structures jeunesse se positionnent sur ces réseaux sociaux. Beaucoup le font sous l'angle de la communication pour que des jeunes viennent les voir. Dans le réseau information jeunesse, on se sert des réseaux sociaux et du numérique

comme d'un hameçon pour que les jeunes viennent dans le lieu physique, ce qui renforce sa fréquentation. La question se pose différemment. Il s'agit de savoir comment combiner les deux. Dans notre étude, un exemple nous a paru intéressant. C'est celui sur la santé. Un bureau information jeunesse avec un espace santé juste à côté a créé une page Facebook. La conseillère santé se rend dans les collèges. Elle présente l'activité de son espace santé aux jeunes collégiens et la possibilité de joindre l'espace santé via la page Facebook en message privé. Les jeunes likent la page et communiquent par un message privé avec la conseillère santé. Ils développent un premier échange. Un rapport de confiance s'instaure. Et on constate une fréquentation en hausse du BIJ et de l'espace santé. Le numérique renforce le présentiel. C'est dit dans d'autres lieux, notamment avec les « Promeneurs du net ». Dans les premières expériences menées en Suède mais aussi en France, l'usage du numérique n'est pas concurrentiel du présentiel. Il est complémentaire. Mais il faut une vraie réflexion d'articulation entre les deux moyens. Un professionnel qu'on a eu en entretien dans le cadre de l'étude nous dit : « Un climat de confiance s'est instauré à partir de la page. Les jeunes ont besoin d'être rassurés sans être là physiquement ».

Pour la vidéo, on a travaillé pendant un an avec ce réseau information jeunesse. On a co-construit cette étude avec le réseau. On s'est dit qu'il était très important d'associer un jeune à notre démarche. On a demandé à un jeune, identifié par le point information jeunesse comme développant des compétences dans le domaine de la vidéo, de travailler avec nous sur un projet. On lui a donné un cahier des charges avec la durée du produit, avec le sujet des pratiques de l'information des jeunes et qui aborde la question des réseaux sociaux. Il a scénarisé et il est allé dans un lycée où il avait été élève. Il connaissait le CPE, le chef d'établissement. Il a confectionné un carton dans lequel il a mis des logos de plateformes numériques, de logiciels, de réseaux sociaux, de lieux physiques comme le CIDJ, le point information jeunesse, l'ONISEP, le CIO. Les jeunes tiraient au sort un logo et devaient dire s'ils connaissaient, s'ils utilisaient, ce qu'ils en pensaient. Cette vidéo est un raccourci de huit minutes sur deux heures d'enregistrement qu'on a analysé dans le cadre de notre étude.

De 33'50 à 41'55, diffusion de la vidéo

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : vous avez des questions ou des remarques, des témoignages, des accords, des désaccords ?

Thierry Buffetaud, communauté d'agglomération du Libournais : je voudrais aborder la question des lieux où on peut mettre en place des pratiques de partage. A Libourne, on vient d'ouvrir un espace jeune. On a mis en place un écran géant interactif où les jeunes peuvent partager leurs pratiques sur internet, de création de films, etc. En général, on équipe les lieux avec des ordinateurs simples ou des tablettes mises à disposition. Or là, il s'agit d'avoir des écrans devant lesquels les jeunes peuvent être à 10 ou 15 pour partager et discuter de leurs pratiques. C'est une forme de retour à la pratique collective sur ce qu'ils font de manière individuelle. On a un avenir à creuser dans ce domaine des pratiques numériques.

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : c'est une bonne illustration de complémentarité, de passerelle entre le physique et le numérique. Ce type d'expérience mérite d'être décortiqué, valorisé.

Mami Rabel, CRIJ Rhône-Alpes : je voudrais réagir à cette intervention. Je travaille avec une MJC qui se trouve à La Duchère dans le 9^e à Lyon. C'est un quartier prioritaire. Il y a cinq ans, ils ont décidé de mettre la Wii sur un écran partagé et plusieurs jeunes autour. C'est eux qui apportent les jeux qu'ils souhaitent partager. Le travail des animateurs consiste à être au milieu des jeunes et à être à l'écoute. Cela a amené le partage des jeux comme on partage les livres. L'intérêt est cette pratique collective autour d'un même écran, autour d'un jeu. Plusieurs de ces jeunes ont la Wii chez eux. Ils viennent là pour pratiquer en commun.

Thierry Buffetaud, communauté d'agglomération du Libournais : ça fait un an qu'on a ouvert cet espace et on voit beaucoup de lycéens qui viennent partager. Ça peut partir sur les jeux, regarder ensemble un film réalisé par un youtubeur qui explique des raisonnements stratégiques pour passer d'un domaine à un autre. Ça peut passer par celui qui a réalisé un petit film sur le skate-park d'à-côté qui va le diffuser à ses copains. On essaye de pousser l'expérience un peu plus loin. On a plusieurs espaces jeunes sur notre territoire. Nous souhaitons avoir des écrans de ce type dans les autres lieux, de créer des connexions entre les communes, les espaces jeunes à partir de ces écrans. On est au début de

ce type de pratiques. Ça nous montre qu'on revient à quelque chose de collectif avec ces partages de pratiques qui sont souvent individuelles. Ça fait naître des projets collectifs à nouveau.

Mami Rabel, CRIJ Rhône-Alpes : est-ce qu'on revient ou cela existait-il déjà ? J'ai une expérience en région parisienne. On est allé avec Gérard voir ce qui se faisait dans une structure qui intègre un point information jeunesse. Des jeunes jouaient sur des ordinateurs. J'ai demandé à un jeune où il habitait. Il m'a montré un lotissement par la baie vitrée. Il avait un ordinateur chez lui, il avait ce même jeu. Et il venait parce qu'il y avait, là, les copains. On est en 2008. On disait qu'il fallait mettre l'ordinateur dans le salon pour contrôler ce que les jeunes y faisaient. Mais aujourd'hui, les parents sont confrontés au Smartphone. Les jeunes ne regardent pas leur Smartphone au salon. Ils le regardent dans leur chambre, voire dans leur lit, à deux heures du matin. Nous, adultes, ne pouvons pas contrôler à ce moment-là. J'en reviens au titre de la conférence « Méfiance ou liberté ». Quand j'accompagne les décideurs comme les responsables de service jeunesse ou des élus sur des questions de politique jeunesse, sur ce qu'il faut faire avec les jeunes en matière de numérique, je me pose la question de savoir s'ils se méfient des jeunes. Souvent les professionnels dans mon propre réseau sont des jeunes. Je constate cette méfiance. On devine qu'ils ont des pratiques numériques. Mais sont-ils en capacité de surveiller des jeunes qui ont des pratiques numériques ? Il y a une hésitation à confier des projets sur le numérique. Ça s'améliore. S'il est jeune, il faut s'en méfier. Je ne vous parle pas des blocages au niveau des services communication. Dans notre réseau information jeunesse, on a mené des enquêtes en Bretagne, en Alsace, en Bourgogne, en Rhône-Alpes, en Basse-Normandie. Il y a des constantes. L'emploi est toujours en première ligne. On a mené une enquête auprès de professionnels acteurs de jeunesse sur le territoire Ardèche-Drôme l'année dernière. On retrouve à peu près les mêmes préoccupations. Quand je lis ces enquêtes, je me dis que les professionnels sont plutôt en phase avec les besoins des jeunes. Par contre, en 2006, quand on demandait aux jeunes à qui ils s'adressaient pour avoir de l'information, je zoome sur l'information, c'était les parents, les amis et internet. En 2010, c'était internet, les parents et les amis. En 2013, internet, les amis et les parents. Je ne vous parle pas des structures d'information qui sont renvoyées au fond des réponses. L'enquête de 2015 montre qu'il y a une inversion. On est allé vers internet, mais on revient vers des structures physiques. Au CRIJ Rhône-Alpes, ça nous intéresse beaucoup. Dans un premier temps, on a remarqué un effondrement des fréquentations des lieux physiques. Les financeurs se demandent à quoi ça sert d'avoir une structure d'accueil et d'information si les jeunes ne sont même plus là. Mais, ça valait le coup de patienter. En effet, lorsqu'on a mis en place les sites web, ça a remonté un petit peu, mais pas vraiment. Lorsqu'on a mis en place Facebook, ça a plutôt bien remonté. Maintenant qu'on est présent sur Twitter, Youtube, Snapchat, etc., on est passé de zéro, parce qu'il n'y avait pas internet, à 800 000, 900 000 connections par an qui ramènent des jeunes vers les structures. Dans les pratiques des professionnels aujourd'hui, la question du numérique ne se pose pas. Mais il y a quand même une méfiance des décideurs envers l'accompagnement des jeunes. Y a-t-il des réactions à ces relations entre professionnels et jeunes, jeunes entre eux et professionnels et décideurs ? Il y a encore des efforts à faire dans ce sens.

Je voulais aussi aborder la question des ressources. Au CRIJ Rhône-Alpes, on est en train de travailler sur un portail régional qui aura des déclinaisons départementales. On nous a beaucoup parlé de l'adaptabilité des contenus par rapport à la taille de l'écran. C'est le « responsive web design ». Si on adopte cette technologie, ça veut dire que la même ressource, un site web par exemple, va s'adapter qu'on utilise un ordinateur, une tablette ou un Smartphone. Mais la taille de l'écran du Smartphone gêne un peu les jeunes et ils reviennent vers des contacts physiques avec des professionnels qui sont à leur portée, d'où le lien vers le dispositif « Promeneurs du net ». Certaines structures peuvent faire l'économie des écrans PC parce que les jeunes ont leur Smartphone. La question se pose quand même sur l'outil et le contenu proposé. Cela m'amène à dire que, malgré le coût, il y a peut-être une stratégie en matière de contenu numérique. Y a-t-il des contenus dédiés à tel type d'écran, à tel type d'usage ? Un PC et un Smartphone ne sont pas la même chose même s'il y a ce « responsive web design » parce que l'usage qu'en font les jeunes n'est pas le même.

Quelles relations avez-vous avec vos responsables et élus sur l'usage du numérique dans votre travail ? Y a-t-il méfiance ? Y a-t-il liberté ? Cette méfiance, cette liberté s'appliquent-elles uniquement aux jeunes ? S'appliquent-elles aussi aux professionnels ? Dans mon propre réseau, je vois les difficultés qu'ont les professionnels pour convaincre leurs responsables ou leurs élus pour adopter des stratégies digitales pour être en relation avec le public. Est-on en retard ? Faut-il avoir sa chaîne Youtube ? Oui, il faut l'avoir. Faut-il être sur Snapchat ou sur Twitter ? Mon collègue, référent web, fait de la veille en ligne et interpelle les jeunes quand ils émettent une question sur Twitter. On ne se présente pas forcément. On apporte une réponse et ça réagit en face ou pas. Mais les jeunes ne sont pas indifférents

à cette intrusion dans ce qui est considéré comme une sphère privée numérique des jeunes. À partir du moment où ils le diffusent sur internet, mes collègues s'autorisent à entrer dans leur univers et à tenter ces échanges avec les jeunes sur le plan numérique. On est en relation avec les jeunes sur Facebook etc. même si l'accord des DGS et autres responsables n'est pas à 100%. Il y a cette pratique « clandestine ». Les murs sont en partie tombés sur la nécessité de cette présence-là en ligne. La CNAF et l'expérience suédoise des « Promeneurs du net » sont les bienvenues. Est-ce une nouveauté ? Je ne sais pas. Ce que j'ai vu des « Promeneurs du net » à Bourges il y a 15 jours montre que c'est un outil supplémentaire au service des professionnels. Ça officialise leurs pratiques. Est-ce une révolution ? Je ne sais pas. Je préfère ne pas répondre.

« Les Promeneurs du net », c'est une expérience suédoise il y a déjà plus de dix ans où des professionnels sont présents en ligne pour répondre aux questions des jeunes qu'ils rencontrent dans la vie réelle. Une délégation de la CNAF est allée en Suède pour voir ce que c'était. Au retour, la CNAF a initié une expérimentation « Promeneurs du net » en ligne dans différents territoires en France. En ce qui me concerne en Rhône-Alpes, il y a l'Ardèche où des professionnels travaillent comme vous dans le réel, dans des centres sociaux, dans des MJC, dans des structures information jeunesse et ont créé leur profil professionnel, Mamirabel-pro par exemple. Et ils informent les jeunes que, en dehors du présentiel, ils sont dans certaines tranches horaires présents en ligne. Les jeunes peuvent les interpeller. Ce sont les « Promeneurs du net ». Ils sont formés. 94% des échanges sur Facebook relèvent plutôt de la discussion comme vous et moi dans un salon. Par contre, 6% de ces échanges relèvent de problématiques, je n'ai pas dit problèmes de jeunesse. C'est là que les professionnels « Promeneurs du net » fissent le réseau. S'ils ne sont pas en capacité de répondre, ils demandent au jeune s'il est d'accord pour être mis en relation avec un professionnel plus apte. Il est très intéressant que des professionnels de différents horizons se mettent d'accord pour être des « Promeneurs du net », formés pour ça. Je vous envoie au site qui va bientôt être en ligne. La tête de pont est la CNAF.

Mme Thouvenot, Caf du Cher : je viens de Bourges. J'étais à l'origine de l'organisation de la journée d'il y a 15 jours. Je suis coordinatrice du projet « Promeneurs du net ». Je suis novice en la matière, mais j'ai des plaquettes avec moi. Je voudrais compléter ce que vous avez dit. Ce qui m'intéresse dans ce projet porté par la CAF de Bourges, c'est d'être à l'initiative d'un réseau de professionnels qui sont volontaires dans cette démarche. La CAF a prospecté dans les organismes en lien avec les jeunes dans le secteur. Nous avons les foyers de jeunes travailleurs, les missions locales, les bureaux information jeunesse, etc. Pour autant, notre processus pour s'intégrer dans ce dispositif et pour devenir « Promeneur du net » comprend quatre sessions de formation. On ne s'improvise pas « Promeneur du net » comme ça. Tout le monde n'est pas aussi habile pour manipuler l'outil numérique. Il faut une certaine connaissance pour se l'approprier. Cet outil est complémentaire. Il n'enlève pas le présentiel. C'est une présence autre que dans la rue. Cette présence sur les réseaux sociaux permet aux jeunes de se connecter à « Promeneurs du net » et d'avoir accès à différents professionnels s'ils le désirent. Dans ces formations, on donne un cadre professionnel. L'idée n'est pas que le professionnel intervienne à deux heures du matin parce que le jeune est sur le réseau. Il faut apporter une réponse professionnelle et ne pas mélanger avec le côté ami du jeune et rester à sa place de professionnel. On s'est posé la question de ce qu'on pouvait écrire sur le numérique. On peut apporter des réponses, mais le jeune est invité à reprendre contact avec le professionnel par la suite pour creuser la problématique. C'est un lieu complémentaire.

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : merci de cette précision. Je voulais donner la parole à Emmanuel qui travaille à la communauté de communes de Montesquieu en Gironde. Les « Promeneurs du net » permettent à des professionnels issus de structures différentes de travailler ensemble, de partager des cultures professionnelles. C'est important parce que nos politiques jeunesse sont souvent segmentées, clivées. Le numérique peut permettre d'enclencher cette démarche. Dans l'expérience de Montesquieu, il y a la question de réseau et de partenariat entre l'Éducation nationale avec les collèges et les structures associatives, les collectivités. Quels sont les leviers qui vous permettent de développer ce travail d'éducation, internet, pratique des jeux vidéo et concours de jeux vidéo ?

Un Responsable de la communauté de communes de Montesquieu en Gironde : la communauté de communes de Montesquieu est une communauté périurbaine collée à la métropole bordelaise. On a environ 40 000 habitants et on a des zones rurales et péri-urbaines collées à Bordeaux. Pour l'information jeunesse, la communauté de communes coordonne trois réseaux, un réseau au niveau des

bibliothèques du territoire, un réseau au niveau des espaces jeunes du territoire et des professionnels jeunesse et un réseau des acteurs éducatifs puisqu'on a trois collèges publics et un collège privé sur le territoire. On anime ces trois réseaux depuis plus d'une dizaine d'années. Et de ces trois réseaux, remontent régulièrement des problématiques sur les pratiques numériques des adolescents du territoire. Ce sont toutes les pratiques numériques, des jeux vidéo, à l'utilisation des Smartphones, des tablettes. Comme beaucoup de parents travaillent dans la métropole bordelaise, les jeunes se retrouvent seuls chez eux en rentrant et continuent seuls leur éducation devant les écrans. Depuis plusieurs années, on travaille avec les collèges sur des semaines d'éducation dans le cadre des CESC dont un des volets est l'éducation numérique. Avant le collège, ils ont été sensibilisés dans toutes les écoles élémentaires du territoire aux pratiques numériques. Ils continuent ce parcours dans les lycées et les espaces jeunes. On a parlé tout à l'heure de l'éducation entre pairs. On anime aussi des stages de création audiovisuelle de courts métrages sur la thématique de la prévention. Après, les jeunes apprennent à créer des courts métrages avec un professionnel de l'image et un professionnel de la jeunesse du territoire, pendant une semaine. Leurs courts métrages sont diffusés dans le cinéma du territoire de la communauté de communes. Ils sont réutilisés dans les collèges et dans les espaces jeunes pour faire des interventions sur ces pratiques. L'idée est que la prévention est faite pour les jeunes par les jeunes. Ces courts métrages sont valorisés pendant un festival dont le jury est composé de jeunes du territoire. Nous, adultes, sommes seulement là en support pour appuyer les pratiques numériques des adolescents. Dans les compétences de la communauté de communes, on a l'éducation à la parentalité. On travaille sur la façon dont les parents peuvent être présents dans les pratiques numériques des adolescents. On s'est rendu compte que la fracture numérique est aussi chez les parents. Même les jeunes parents qui ont eu une pratique numérique sont vite déconnectés parce que ça va très vite. On travaille sur la façon de jouer avec ses adolescents. L'ordinateur ou la console sont dans le salon. Comment partage-t-on leur utilisation en famille ? Comment essaie-t-on de veiller sur, plutôt que de surveiller les adolescents. On a un peu la même problématique qu'en Normandie quand ils ont fait l'expérimentation des « Promeneurs du net ». On voit moins les jeunes dans les structures même on sait qu'ils sont présents sur le numérique, sur les réseaux sociaux ou jeux de rôle en ligne. Les « Promeneurs du net » sont aussi présents sur ce type de plateforme. Comment accompagne-t-on les adolescents, les familles ? Comment accompagne-t-on les professionnels qui, même si ce sont des jeunes professionnels des réseaux jeunesse, sont vite perdus ? Il est vrai qu'on a quelques freins institutionnels et techniques dans la partie communication qui est plus compliquée à contrôler par l'institution. Elle ne peut pas contrôler ce que son professionnel dit en direct. On essaye aussi de limiter le temps de présence des professionnels. On essaye aussi d'accompagner les élus en leur expliquant que la présence des professionnels sur les réseaux sociaux, c'est aussi du temps de travail. Ce n'est pas la partie la plus simple. On accompagne les élus par de la réflexion, des séances de formation, des échanges de pratiques avec d'autres territoires. La semaine prochaine, on a une manifestation de trois jours sur les pratiques numériques des adolescents. On va associer dans les temps de formation des élus, des représentants de l'Éducation nationale, des bibliothécaires et des professionnels de la jeunesse. On va essayer de réfléchir ensemble sur les pratiques numériques des adolescents. On aura des soirées débats. On va travailler avec Yann Leroux qui anime le blog « psy et geek » et qui va animer des soirées de réflexion sur ces pratiques-là. On va organiser des cinés débats avec projection. On veut montrer que le numérique est un outil et que, si on s'en sert pour faire de belles choses, c'est un bon outil et que, si on s'en sert pour faire des choses un peu moins belles, c'est plus compliqué. On veut accompagner ces générations d'élus qui n'ont pas toujours grandi avec le numérique pour « dédramatiser » ces outils.

Emmanuel Pechet, chef de service dans le département de la Moselle : y a-t-il des études ou des retours d'expérience sur l'utilisation des serious games particulièrement dans les recherches d'emploi ou dans les montages de projet de jeunes ?

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : il me semble que, dans le cadre du fonds d'expérimentation pour la jeunesse, un travail a été fait. Mais je n'en connais pas les enseignements. Il me semble que le FEJ a financé des projets de ce type, il y a deux ou trois ans. Pour la recherche d'emploi, il y a un vrai enjeu. Les jeunes méconnaissent les réseaux professionnels comme Viadeo, LinkedIn. Ceux qui sont inquiets quand ils fréquentent Facebook ou Twitter sont aussi inquiets quand ils fréquentent les réseaux professionnels. Il y a un enjeu pour une meilleure connaissance de ces réseaux par les jeunes et sur leur exposition. Une sociologue américaine a fait une recherche longitudinale en suivant de jeunes étudiants sur leur maîtrise des outils numériques. Elle nous montre qu'il y a une grande diversité dans la maîtrise en fonction de l'origine sociale. Face à l'emploi, il y a de

grandes inégalités liées au comportement des jeunes étudiants sur les réseaux sociaux et les pratiques des réseaux sociaux professionnels. Quand on est en recherche d'emploi, on s'expose via notre pratique et il ne faut pas sous-estimer les possibilités offertes par les réseaux sociaux. Des mises en relation très intéressantes se font via les réseaux généralistes comme Twitter ou Facebook avec ce que Dominique Cardon appelle des liens faibles. Dans les réseaux sociaux, il y a les liens forts qui sont les liens de proximité et les liens faibles autour des liens forts avec des gens qu'on ne connaît pas toujours et qui vont permettre d'accentuer les chances de trouver un stage ou un emploi. Il y a un véritable enjeu de connaissance de ces réseaux et de leur appropriation par les jeunes et d'échange avec les professionnels sur cette question.

Mami Rabel, CRIJ Rhône-Alpes : de plus en plus de boîtes privées investissent les serious games dans la démarche de recherche d'emploi. En Rhône-Alpes, on va développer un serious game sur la mobilité internationale par exemple. La question entre vigilance et liberté ne se pose pas qu'auprès des jeunes utilisateurs. Elle se pose aussi auprès des jeunes professionnels à qui les élus devront faire confiance. Certains ont déjà fait le pas. Mais ce n'est pas toujours gagné. C'est une question de compétences techniques. C'est une question de compétences pédagogiques. Etes-vous en capacité d'accompagner des jeunes qui fréquentent un lieu physique ou un lieu virtuel dans leurs pratiques numériques ? Et on retourne à jeunesse connectée. Faut-il contrôler ? Est-ce l'affaire de la responsable communication des sites web ou Facebook des communes ? Ou cela passe-t-il par les serious game ? Et dans ce cas, est-ce si sérieux que ça alors qu'on est dans une structure d'information jeunesse qui accompagne aussi les jeunes dans leur recherche d'emploi ? La réponse est mitigée. Ce n'est pas gagné. Il y a beaucoup d'expérimentations à valoriser autour de ça.

Nous sommes en train de créer un serious game sur la mobilité internationale au CRIJ Rhône-Alpes. On le crée parce qu'on apprend beaucoup en jouant avec les jeunes. L'idée est de permettre de faire des erreurs et de dire que ce n'est pas grave dans le cadre d'un serious game. On apprend grâce à ces erreurs qui ne sont pas graves. L'objectif est de permettre à un maximum de jeunes d'avoir accès à la mobilité internationale. En effet, certains se disent que ce n'est pas pour eux. Ils s'autocensurent. Avec le serious game, ils vont se rendre compte qu'il y a des dispositifs qui sont ouverts à tous les jeunes pour la mobilité et que la mobilité peut être un tremplin pour l'emploi. Notre serious game sera disponible en janvier-février 2017 pour que vous puissiez le tester. Il sera aussi testé par les jeunes avant la mise en ligne.

Mami Rabel, CRIJ Rhône-Alpes : dans la salle, y a-t-il des acteurs de jeunesse qui utilisent les serious games dans leurs pratiques ? Il y en a deux. Avez-vous créé votre propre serious game ? Au CRIJ Rhône-Alpes, on est convaincu que le serious game est un média que les professionnels devraient investir. On y travaille avec nos collègues du BIJ, bureau information jeunesse, de Laon. On est en train de former nos collègues sur l'utilisation du serious game. Pour nous, ça ne veut pas forcément dire avec un ordinateur. Ça peut être des jeux de plateforme qui abordent le numérique. Il est intéressant de faire ce va-et-vient entre numérique et digital et réel pour faire réfléchir et aller dans cette démarche éducative auprès des jeunes.

Un représentant de la communauté de communes de Montesquieu en Gironde : on utilise les serious game du réseau internet « Sans crainte » et du réseau « Tralalère » dans le cadre de nos interventions prévention. On va démarrer des formations pour les professionnels, bibliothécaires, assistants d'éducation, professionnels jeunesse sur la création de jeux vidéo dans la manifestation qui démarre la semaine prochaine. On a pour objectif d'arriver à développer ce type de projet. Je suis arrivé en Gironde en 2011. Je me suis aperçu que les professionnels avec lesquels je travaille ne connaissaient pas du tout ces outils. Ils n'avaient peut-être pas utilisé les bons canaux. En 2011, c'était en train de se développer. Presque 7 ans plus tard, je m'aperçois que, dans ce territoire, la connaissance ne s'est pas encore développée. Est-ce que des réseaux comme les « Promeneurs du net » vont permettre le développement de ce type d'actions ? Je l'espère.

Mami Rabel, CRIJ Rhône-Alpes : sans parler des serious games, qui dans la salle utilise les jeux vidéo dans une démarche éducative ?

Jessy Rouer, animateur aux Francas 03 : je me sens obligé d'intervenir sur le sujet. Les Francas, la Ligue de l'enseignement, les CMEA, trois associations d'éducation populaire, mettent en place le

module « Déclic numérique ». On a trois volets, un sur la vidéo et la photo, un sur les médias, réseaux sociaux, les dangers d'internet et un sur le coding, création de jeux vidéo etc. Notre but est de former par la suite des agents territoriaux autour du périscolaire pour mettre en avant les outils numériques directement auprès des jeunes et former correctement les enfants et prendre conscience de tout ça.

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : vous avez fait un outil ?

Jessy Rouer, animateur aux Francas 03 : « Déclic numérique », c'est encore des formations pour ensuite former les agents. Certains secteurs en France sont déjà bien avancés. Dans l'Allier, il n'y a qu'une personne formée dans les associations, pour ma part les Francas. On a déjà mis en place avec la DDCSPP 03 une action Déclic sur les médias, les dangers d'internet. On ne sait pas si ça a été mis en place sur le terrain dans le périscolaire. Il faut qu'on approfondisse cette question. Ce sont des formations pour les communes, au niveau national. Il y a un site où on peut retrouver différents outils pédagogiques. On a créé un logiciel libre de droits utilisable par tout type de système d'exploitation informatique.

Jean-Benoît Monin, directeur de l'association enfance jeunesse à Saint-Rémy-en-Rollat : on a utilisé le jeu vidéo comme outil d'éducation dans notre accueil jeunes et dans notre centre de loisirs pour permettre un échange entre les enfants et les parents et créer un lien entre eux pour qu'ils voient que les parents ne sont pas aussi « obsolètes » que ça. Au centre de loisirs, on a repris l'environnement des jeux vidéo pour créer un spectacle avec les personnages-clefs comme Mario, Sonic qui parlaient aux parents et aux enfants. Et pendant un mois, on a installé une salle de jeux vidéo qu'on a faite nous-mêmes avec les vieilles consoles des parents et les consoles plus modernes. Cela a permis aux parents de jouer avec leurs enfants et de comparer avec leur époque. Dans l'accueil d'ados, on développe le jeu en réseau et on met en place les mêmes principes. Le jeu vidéo peut être un outil de médiation culturelle et favoriser les échanges intergénérationnels. Avec mes professionnels, on essaye de s'adapter aux outils de communication des jeunes avec les SMS, Facebook, Snapchat. La difficulté que mes collègues rencontrent est de trouver les dérives. A quel moment est-on en dérive ? C'est la notion d'intimité. Parfois, on a des mamans ou des papas qui arrivent un peu dénudés sur notre page Facebook en disant ce qu'ils font. On entre dans leur intimité. Pour les jeunes, à quel moment entre-t-on dans leur intimité ? C'est la même chose physiquement quand un éducateur ou un professeur va au cinéma avec son élève. On met cette réflexion en place. On n'a pas de réponse toute faite. On essaye d'être vigilant. Certains animateurs de 18 ou 19 ans s'occupent de jeunes. C'est positif parce qu'ils sont jeunes et comprennent leurs problématiques. Et les plus âgés cadrent davantage les jeunes. Ça peut être complémentaire. La question qui nous remonte du terrain est de savoir s'il y a dérive ou non.

Gérard Marquié, chargé d'études et de recherches à l'INJEP : il y a la question de l'intimité. Mais avant il y a la question du respect des libertés de l'autre. Sur la toile, on voit des échanges virulents sur Twitter ou Facebook et des expressions tranchées et révoltantes. Il y a un travail à faire sur ce qu'est la liberté d'expression, ce qu'est la liberté de l'autre. C'est très important. Il y a la question de la vigilance dans le titre de la séquence, pas de la méfiance mais de la vigilance. Il y a la vigilance des adultes, vigilance des jeunes. Il y a aussi la vigilance par rapport aux inégalités, c'est aussi important. On aurait pu commencer par dire que le numérique pour les professionnels c'est s'intéresser, pratiquer, observer. Observer les pratiques, s'intéresser aux pratiques et pratiquer soi-même. On aurait pu vous demander si vous aviez un compte Facebook, un compte Twitter, si vous utilisiez les réseaux sociaux, les jeux vidéo. Certains disent que ça prend trop de temps. Je m'amuse actuellement avec Pokémon Go. Les gens à qui je demande s'ils l'utilisent répondent que ça prend trop de temps. Moi, je trouve que c'est un outil très intéressant en matière d'usage et de réalité augmentée. Pokémon Go est un excellent exemple d'usage qu'on peut faire des jeux vidéo dans les pratiques et dans la dimension éducative. Certains musées ou structures culturelles se sont appuyés sur cette plateforme pour intervenir auprès de leur public. Après, il y a le respect des règles, comment on le demande aux jeunes. Vous l'avez évoqué. On a des exigences par rapport aux jeunes et il faut les respecter nous-mêmes. Sur Facebook, je vois parfois des adultes, des enseignants qui ont des comportements limites sur l'exposition de leur vie privée, mais aussi dans le respect de l'autre dans leur expression. Il faut se former. On doit tous se former et tout le temps. On doit optimiser son réseau parce que son réseau c'est se former entre pairs, entre professionnels. C'est important. Dialoguer, accompagner les pratiques de jeunes. Vous l'avez dit. Les parents accompagnent les jeunes, mais les jeunes aussi accompagnent leurs parents. C'est du partage, du dialogue. Prendre en compte les compétences des jeunes parce que souvent on a tendance à considérer qu'ils sont naïfs,

peu adeptes et exposés. Mais ils ont aussi des compétences. On l'a vu dans l'exemple de la vidéo que je vous ai montrée tout à l'heure. On aurait pu en citer d'autres où il est intéressant de travailler avec eux sur des outils co-construits. Et enfin, partager, valoriser. En effet, nous devons partager entre nous nos expériences et les valoriser. C'est comme ça que nous avancerons. Voilà la conclusion. Je vous remercie d'avoir été à l'écoute. Désolé encore pour ce changement de format. Mais je pense que vous avez eu des éléments de réflexion.